

Unité inter-départementale Gard-Lozère  
89, rue Weber  
CS 52 002  
Cedex 02  
30907 Nîmes

Nîmes, le 15/07/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 04/06/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **SANOFI WINTHROP INDUSTRIE**

route d'Avignon  
30390 Aramon

Références : -  
Code AIOT : 0006600432

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 04/06/2025 dans l'établissement SANOFI WINTHROP INDUSTRIE implanté route d'Avignon 30390 Aramon. L'inspection a été annoncée le 25/04/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 04/06/2025 dans l'établissement SANOFI WINTHROP INDUSTRIE implanté route d'Avignon 30390 ARAMON. La visite est réalisée dans le cadre de l'action nationale perte d'utilités.

Une précédente action nationale réalisée, en 2016, sur cette thématique s'appuyait sur l'accidentologie survenue entre 1977 et 2015 suite à des pertes d'alimentation électrique et visait à s'assurer que les exploitants avaient bien identifié les enjeux associés et mis en place une stratégie efficace pour éviter les situations accidentelles.

Dans le cadre de la mise en œuvre du plan d'actions pris suite à l'accident survenu à Rouen en 2029, dit « plan d'actions post-Lubrizol », un ensemble d'évolutions réglementaires ont été menées depuis 2020 pour mieux anticiper une situation accidentelle.

Plusieurs événements récents ont, cependant, confirmé une problématique associée à la gestion de la perte d'électricité, et le défaut ou le manque de secours visant à pallier cette perte :

- à l'occasion d'événements d'ampleurs, tels que des tempêtes, lors desquels l'autonomie des dispositifs de secours n'ont pas permis de pallier la durée de coupure électrique et ont conduit à des défaillances d'équipements de sécurité ;
- à l'occasion d'événements particuliers de pertes électriques (défaillances), qui ont mis en évidence des défauts de préparation ou de maintenance des dispositifs de secours.

Ces différents événements ont mis en lumière la nécessité de reposer les doctrines actuelles en matière d'anticipation des pertes d'utilités.

L'action nationale 2025 sur les pertes d'utilité est axée sur les pertes d'alimentation électrique et concerne, en priorité, des sites Seveso. Elle vise à faire évoluer le cadre réglementaire suite aux récents incidents. Elle a pour objectif de vérifier le niveau d'anticipation des exploitants vis-à-vis d'une perte d'utilités dans leur process.

Pour la visite, objet du présent rapport, la synthèse de l'Irbésartan implantée dans l'atelier de synthèse III, au bâtiment 64 a été prise en exemple afin de comprendre le fonctionnement du site en cas de perte d'alimentation électrique. Le descriptif de certains points de contrôle est placé en annexe confidentielle au regard de la sensibilité des informations.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SANOFI WINTHROP INDUSTRIE
- route d'Avignon 30390 Aramon
- Code AIOT : 0006600432
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Non

L'établissement SANOFI d'Aramon est spécialisé dans la production de principes actifs médicamenteux depuis 1963.

La fabrication de ces médicaments est effectuée suivant trois types d'activités : la synthèse organique (chimie fine), l'extraction végétale et l'hémisynthèse et la biochimie (biotechnologie). Les principaux produits fabriqués sont la méglumine antimoniate (Glucantime®), l'amiodarone chlorhydrate (Cordarone®) et l'irbesartan (Aprovel®).

Le site est une Installation Classée pour la Protection de l'Environnement (ICPE) et est classé SEVESO seuil haut. Le site relève également de la directive IED.

#### **Thèmes de l'inspection :**

- AN25 Perte d'utilités

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Alimentation en énergie et utilités associées (1)	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56	Sans objet
2	Stratégie de l'exploitant en	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	cas de perte d'électricité (2)		
3	Arrêts et mise en sécurité (3.a)	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56	Sans objet
4	Actions engagées pour la mise en sécurité (3.b)	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59	Sans objet
5	Modalités de maintien de la surveillance si coupure d'électricité (3.c)	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 64	Sans objet
6	Dispositifs de secours électrique (Liste et équipements secours) (4.a)	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56	Sans objet
7	Autonomie du dispositif de secours électrique et de surveillance (4.b)	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 7	Sans objet
8	Maintenance utilités et dispositifs de secours électrique (5)	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 52	Sans objet
9	Plan d'action (6)	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite a montré que la stratégie retenue par l'exploitant, en cas de perte de l'alimentation électrique, est la mise en repli des installations dans leur position de sécurité puis la priorisation pour le redémarrage des installations. En fonction de la puissance disponible et des groupes électrogènes activés, un logigramme de priorisation a été établi par l'exploitant (Annexe 5 de l'EDD).

Lors de l'implantation de nouveaux équipements et process, la perte d'utilités est évaluée dans les évaluations de l'impact HSE dans les projets. Au niveau des procédés, les installations sont mises en repli dans la position de sécurité définie pour chaque organe. Cette mise en repli a été définie lors de l'analyse de risque des procédés.

A l'échelle du site, les moyens de secours électriques prévus pour palier à la perte d'électricité pour assurer la mise en sécurité du site sont : la ligne de secours, les groupes électrogènes (principaux et locaux), les batteries et le réseau d'onduleurs.

La durée d'autonomie des dispositifs de secours électrique est de l'ordre de plusieurs heures pour les batteries, de dix minutes pour les onduleurs et de 72h pour les groupes électrogènes principaux ; pour ces derniers, le site dispose de réserves de fioul permettant de le réalimenter en carburant.

Par ailleurs, la visite a permis de constater que les dispositifs de secours font l'objet d'une maintenance régulière par des prestataires et de tests en interne pour les groupes électrogènes.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Alimentation en énergie et utilités associées (1)

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Alimentation en énergie
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Arrêté du 04/10/2010 Art. 56 L'exploitant assure en permanence la fourniture ou la disponibilité des utilités qui permettent aux installations de fonctionner dans leur domaine de sécurité ou nécessaires à l'alimentation des barrières de sécurité ou mesures de maîtrise des risques concourant à la mise en sécurité ou à l'arrêt d'urgence des installations. [...]</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>D'après les précisions apportées par l'exploitant avant la visite, le site est alimenté en énergie par :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- le réseau électrique 20 000V</li> <li>- le réseau de distribution de gaz (pour la chaudière et l'incinérateur)</li> </ul> <p>Pour l'alimentation électrique, le site dispose d'une ligne normale et d'une ligne de secours électrique. Un parc photovoltaïque en autoconsommation alimente les lignes électriques. Les lignes sont elle-mêmes secourues par des groupes électrogènes.</p> <p>Les autres utilités du site listées par l'exploitant sont les suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- air comprimé pour les vannes et l'air respirable,</li> <li>- azote pour l'inertage,</li> <li>- eau pour le process et l'eau incendie,</li> <li>- froid via un réseau d'eau glycolée avec des groupes frigorigènes,</li> <li>- chaud,</li> <li>- vapeur pour la chaudière et l'incinérateur.</li> </ul> <p>Pour la ligne de synthèse de l'Irbésartan (bâtiment 64, synthèse III) , les utilités associées sont les suivantes : électricité, gaz, air, azote, eau, chaud/froid</p> <p>Selon l'exploitant, en cas de défaillance électrique pour ce process, les moyens de détection sont</p>

<p>la présence humaine (bâtiment occupé 24h/24), une alarme locale suite à la perte de ventilation (absence de renouvellement d'air, risque d'anoxie) et alerte sur la centrale de détection incendie et d'alarmes reportée au PC sécurité.</p> <p>Lors de la visite terrain, l'inspection a pu constater qu'un report d'alarme était prévu pour l'arrêt d'urgence "trempe" sur l'écran de la salle de contrôle du bâtiment 64.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

## N° 2 : Stratégie de l'exploitant en cas de perte d'électricité (2)

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Stratégie en cas de perte d'utilité électrique</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Arrêté du 04/10/2010 Art. 56 L'exploitant assure en permanence la fourniture ou la disponibilité des utilités qui permettent aux installations de fonctionner dans leur domaine de sécurité ou nécessaires à l'alimentation des barrières de sécurité ou mesures de maîtrise des risques concourant à la mise en sécurité ou à l'arrêt d'urgence des installations.</p> <p>L'exploitant définit les conditions et modalités de maintien en sécurité des installations dans ces situations, et le cas échéant, les conditions dans lesquelles les installations sont mises à l'arrêt. Ces conditions et modalités sont formalisées dans une procédure. [...]</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>La stratégie de l'exploitant en cas de perte d'électricité est la mise en repli des installations dans leur position de sécurité puis la priorisation de redémarrage des installations. En fonction de la puissance disponible et des groupes électrogènes activés, un logigramme de priorisation a été établi par l'exploitant (Annexe 5 EDD).</p> <p>Lors de l'implantation de nouveaux équipements et process, la perte d'utilités est évaluée dans les évaluations de l'impact HSE dans les projets.</p> <p>Selon l'exploitant, les effets directs, imprévus ou différés d'une perte d'électricité à l'échelle du site ont été identifiés de même que les effets cascade sur les autres utilités.</p> <p>Au niveau des procédés, les installations sont mises en repli dans la position de sécurité définie pour chaque organe. Cette mise en repli a été définie lors de l'analyse de risque des procédés (ex position de la vanne FMA ou OMA (Fermeture par manque d'air ou Ouverture par Manque d'air). En cas de coupure d'électricité, les autres utilités sont coupées.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

## N° 3 : Arrêts et mise en sécurité (3.a)

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Mise en sécurité</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p>

<p>Arrêté du 04/10/2010</p> <p>Art. 56</p> <p>[...] L'exploitant définit les conditions et modalités de maintien en sécurité des installations dans ces situations, et le cas échéant, les conditions dans lesquelles les installations sont mises à l'arrêt. Ces conditions et modalités sont formalisées dans une procédure.</p> <p>Les barrières de sécurité ou mesures de maîtrise des risques sont maintenues en service ou mises automatiquement en position de sécurité en cas de défaillance de l'alimentation de commande principale. [...]</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>En cas de perte d'électricité, les installations de production s'arrêtent et sont mises en sécurité. Celles-ci sont conçues pour permettre un arrêt dans une position de repli pour assurer la sécurité des procédés. L'exploitant n'a pas identifié d'installation devant être secourue électriquement dans un temps déterminé.</p> <p>Lors de la visite terrain, l'inspection s'est rendue au niveau du Sas où l'agent du sas (personnel d'un prestataire de sécurité) reçoit le report des alarmes. L'agent traite notamment les alarmes techniques et assure la surveillance du centralisateur des systèmes de détection incendie et rend compte à l'agent de sécurité posté (ASP) en heures non ouvrées. Les consignes écrites ont été transmises par Sanofi à l'inspection.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 4 : Actions engagées pour la mise en sécurité (3.b)**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Mise en sécurité</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Arrêté du 04/10/2010</p> <p>Art. 59 « Consignes d'exploitation et de sécurité.</p> <p>Sans préjudice des dispositions du code du travail, l'exploitant établit, tient à jour et affiche des consignes d'exploitation et de sécurité dans les lieux fréquentés par le personnel. Il s'assure de leur appropriation et de leur bonne mise en œuvre par le personnel concerné.</p> <p>L'exploitant établit des consignes d'exploitation pour l'ensemble des installations comportant explicitement les vérifications à effectuer, en conditions d'exploitation normale, en périodes de démarrage, de dysfonctionnement ou d'arrêt momentané de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté ainsi que de l'arrêté préfectoral d'autorisation.</p> <p>Ces consignes d'exploitation précisent autant que de besoin :</p> <p>-les contrôles à effectuer, en marche normale et à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du</p>

présent arrêté ainsi que de l'arrêté préfectoral d'autorisation ;

- les vérifications à effectuer, en particulier pour s'assurer périodiquement de l'étanchéité des dispositifs de rétention, préalablement à toute remise en service après arrêt d'exploitation, et plus généralement aussi souvent que le justifieront les conditions d'exploitation ;
- l'obligation du " permis d'intervention " prévu à l'article 63 du présent arrêté pour les parties concernées de l'installation ;
- les conditions de conservation et de stockage des produits, notamment les précautions à prendre pour l'emploi et le stockage de produits incompatibles ;
- Les opérations et contrôles à effectuer pour les phases d'arrêt et, le cas échéant, avant la remise en service des équipements.

L'ensemble des contrôles, vérifications, les opérations d'entretien menés sont notés sur un ou des registres spécifiques.

L'exploitant établit par ailleurs des consignes de sécurité, qui indiquent autant que de besoin :

- l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque, notamment l'interdiction de fumer dans les zones présentant des risques d'incendie ou d'explosion, sauf cas spécifique d'une intervention dûment encadrée par un permis d'intervention prévu à l'article 63 ;
- les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, réseaux de fluides) ;
- les mesures à prendre en cas de perte de confinement sur un récipient ou une tuyauterie contenant des substances dangereuses ;
- les modalités de mise en œuvre des moyens d'intervention et d'évacuation ainsi que les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie ;
- les modalités de mise en œuvre des dispositifs d'isolement du réseau de collecte, prévues à l'article 26 ou 26 bis, pour les installations soumises à ces dispositions ;
- la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours, etc ;
- l'organisation de l'exploitant en cas d'incident ou de sinistre ;
- l'obligation d'informer l'inspection des installations classées en cas d'accident. »

#### **Constats :**

Les actions nécessaires pour la mise en sécurité en cas d'urgence sont les déclenchements des arrêts d'urgence (délai estimé à moins de 2 minutes).

Selon le temps disponible avant la perte d'utilités, l'opérateur peut mettre en sécurité le process : arrêt de la chauffe, des coulées, enclenchement du refroidissement, enclenchement de l'arrêt d'urgence puis balayage à l'azote. L'exploitant a précisé qu'une feuille exploitant identifiait les points d'arrêts lors du pilotage de la ligne.

Les alarmes (techniques et du système de détection incendie) sont centralisées au niveau du bâtiment 68 (sas).

La fiche réflexe POI en cas de coupure électrique du site et la procédure (ARAMN-PROC-00358) présentées sous forme de logigramme permet à l'exploitant de prendre les décisions en fonction de la durée de la coupure (inférieure ou supérieure 60 secondes) et de prioriser les actions par secteur de production.



<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 5 : Modalités de maintien de la surveillance si coupure d'électricité (3.c)**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 64
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Mise en sécurité
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Arrêté du 04/10/2010 Art. 64 « Equipements à l'arrêt.</p> <p>En cas d'arrêt d'équipements (notamment réservoirs, cuves, rétentions, tuyauteries), l'exploitant prend toutes les dispositions permettant de garantir la mise en sécurité des équipements et la prévention des accidents pour la phase intermédiaire d'arrêt (inertage des équipements ...) Dans le cas contraire, les mesures de maîtrises de risques ou barrières de sécurité nécessaires sont maintenues en place et en état de fonctionnement.</p> <p>Si l'arrêt n'est pas définitif, l'exploitant prend également toutes les dispositions nécessaires au maintien en bon état de marche des équipements pendant toute la durée de l'arrêt. La remise en service d'un tel équipement est subordonnée au respect de ces conditions pendant toute la durée de l'arrêt et aux contrôles préalables identifiés par l'exploitant.</p> <p>L'exploitant identifie dans une liste les équipements en phase d'arrêt au sein d'installation, ainsi que leur statut (arrêt temporaire, arrêt définitif, mis en sécurité).</p> <p>Les consignes d'exploitation et de sécurité prévues à l'article 59 contiennent les dispositions, contrôles et vérifications à mettre en place concernant ces équipements. »</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Les modalités de maintien de la surveillance en cas de coupure d'électricité au niveau de l'atelier Synthèse III sont assurées par la présence du personnel et par la cellule de gestion de crise POI. Le maintien de l'alimentation des reports des niveaux, des alarmes est assuré par un réseau ondulé et/ou des batteries.</p> <p>Sans action de délestage (absence de ligne de secours électrique et de groupes électrogènes principaux), le réseau ondulé a une autonomie de 10 min.</p> <p>Les mesures compensatoires sont définies par la cellule de gestion de crise du POI en fonction des installations avec des potentiels de dangers. Des rondes avec surveillance des niveaux (via des trous d'homme sur les installations), des détecteurs de gaz toxiques peuvent être mis en place.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 6 : Dispositifs de secours électrique (Liste et équipements secourus) (4.a)**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Dispositifs de secours électrique
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Arrêté du 04/10/2010</p>

Art. 56 « Utilités.

L'exploitant assure en permanence la fourniture ou la disponibilité des utilités qui permettent aux installations de fonctionner dans leur domaine de sécurité ou nécessaires à l'alimentation des barrières de sécurité ou mesures de maîtrise des risques concourant à la mise en sécurité ou à l'arrêt d'urgence des installations.

L'exploitant définit les conditions et modalités de maintien en sécurité des installations dans ces situations, et le cas échéant, les conditions dans lesquelles les installations sont mises à l'arrêt. Ces conditions et modalités sont formalisées dans une procédure.

Les barrières de sécurité ou mesures de maîtrise des risques sont maintenues en service ou mises automatiquement en position de sécurité en cas de défaillance de l'alimentation de commande principale. »

**Constats :**

La stratégie retenue par l'exploitant est la mise en sécurité puis le redémarrage des installations en fonction des secours disponibles.

A l'échelle du site, les moyens de secours électriques prévus pour palier à la perte d'électricité pour assurer la mise en sécurité du site sont: la ligne de secours, les groupes électrogènes (principaux et locaux), les batteries et le réseau d'onduleurs.

L'instruction de travail (QU-WIN-0008065 7.0) intitulée "Secours électrique site bâtiment 68" a été transmise à l'inspection. Celle-ci définit le mode de fonctionnement et la conduite de la centrale de production d'électricité du bâtiment 68. Un chapitre est notamment dédié à l'utilisation des groupes électrogènes principaux en cas de coupure électrique.

Par ailleurs, une fiche réflexe POI en cas de coupure électrique du site et une procédure (ARAMN-PROC-00358) présentées sous forme de logigramme permet à l'exploitant de prendre les décisions en fonction de la durée de la coupure (inférieure ou supérieure 60 secondes) et de prioriser les actions par secteur de production. La procédure liste notamment le démarrage possible des ateliers en fonction du nombre de groupes électrogènes disponibles. La puissance unitaire pour chaque installation prioritaire a été indiquée permettant de comparer la puissance disponible via les groupes électrogènes et la puissance nécessaire au redémarrage des installations.

Afin d'améliorer la lecture de l'ensemble des moyens de secours électrique du site, l'exploitant pourrait regrouper sur un même plan du site la localisation des secours avec notamment la formalisation de l'autonomie des 3 groupes électrogènes locaux.

Lors de la visite terrain, l'inspection a pu constater :

- la présence des groupes électrogènes principaux ainsi que les niveaux des réserves de gazole pour ces groupes. Le jour de la visite, celles-ci contenaient au environ 76m3.
- La présence de batteries associées à la centrale de détection incendie du bâtiment 64.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 7 : Autonomie du dispositif de secours électrique et de surveillance (4.b)**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 7

<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Dispositifs de secours électrique
<b>Prescription contrôlée :</b>  Arrêté du 26/05/2014 Art. 7 « Lorsque les mesures de maîtrise des risques ne sont pas mises automatiquement en position de sécurité en cas de défaillance de l'alimentation de commande principale, les réseaux d'utilités les alimentant, lorsqu'ils sont nécessaires à leur fonctionnement, sont fiabilisés ou indépendants de sorte qu'un sinistre n'entraîne pas la perte simultanée de plusieurs de ces mesures de maîtrise des risques agissant sur un même scénario accidentel. »
<b>Constats :</b>  Comme indiqué précédemment, les moyens de secours électriques prévus pour palier à la perte d'électricité pour assurer la mise en sécurité du site sont : la ligne de secours, les groupes électrogènes (principaux et locaux), les batteries et le réseau d'onduleurs.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 8 : Maintenance utilités et dispositifs de secours électrique (5)**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 52
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Maintenance et test
<b>Prescription contrôlée :</b>  Arrêté du 04/10/2010 Art. 52 « Maîtrise des procédés.  Pour les installations dont un ou des phénomènes dangereux identifiés dans l'étude de dangers conduisent à des effets irréversibles, au sens de l'arrêté du 29 septembre 2005 susvisé, qui sortent des limites du site, l'exploitant établit, sous sa responsabilité les plages de variation des paramètres qui déterminent la sécurité de fonctionnement des installations. Il met en place des dispositifs permettant de maintenir ces paramètres dans ces plages de fonctionnement.  Pour ces mêmes installations, les paramètres importants pour la maîtrise de ces phénomènes sont associés à une alarme ou une sécurité opérationnelle lorsqu'ils sont susceptibles de sortir des plages de fonctionnement définies. Le déclenchement de l'alarme ou la sécurité opérationnelle entraîne si nécessaire la réalisation de mesures correctives appropriées, et le cas échéant la mise en sécurité de l'installation, notamment si la cinétique le justifie.  Les systèmes de sécurité concernés sont éprouvés, conçus et construits de façon à être fiables, adaptés aux conditions de service prévues et à prendre en compte, s'il y a lieu, les exigences en matière de maintenance et d'essais des dispositifs. »
<b>Constats :</b>

<p>La maintenance préventive est effectuée:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- sur les onduleurs tous les ans (rapports de maintenance en 2024 et 2025 transmis à l'inspection);</li> <li>- sur les packs batteries: remplacés tous les 5 ans selon les préconisations du constructeur;</li> <li>- sur les groupes électrogènes principaux: maintenance trimestrielle et contrôles mensuels en charge, fiches de relevés tous les mois (transmis à l'inspection pour les mois de Mars à Mai 2025).</li> <li>- sur les groupes électrogènes locaux: maintenance annuelle, électrique et mécanique</li> <li>- sur les transformateurs du site: maintenance tous les 3 ans (1/3 du parc vu tous les ans). Le rapport de maintenance du transformateur situé au bâtiment 01 a été présenté lors de l'inspection. Le plan de maintenance comprend aussi le transformateur en sortie des groupes électrogènes. Il n'y a pas de durée de vie constructeur sur les transformateurs. L'exploitant a par ailleurs précisé qu'ils n'étaient pas surchargés (60 à 70% de leur capacité).</li> </ul> <p>Des essais sont effectués annuellement afin de tester la bascule entre la ligne principale, la ligne de secours et les groupes électrogènes.</p> <p>Lors de la visite terrain, l'inspection a pu voir les onduleurs présents aux bâtiments 01 et 08 (onduleurs interchangeable avec d'autres présents dans l'usine).</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 9 : Plan d'action (6)**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Mise en conformité</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Arrêté du 04/10/2010 Art 56 « Utilités.</p> <p>[...] Pour les installations, pour lesquelles le dépôt complet de la demande d'autorisation est antérieur au 1er septembre 2022, les travaux identifiés comme nécessaires pour la mise en conformité à ces dispositions sont réalisés avant le 1er janvier 2026 »</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Lors de la visite, l'exploitant a indiqué avoir procédé à un récolement des dispositions de l'article 56 de l'arrêté ministériel du 04 octobre 2010 modifié et de ne pas avoir identifié de travaux à réaliser pour mettre en conformité ses installations d'ici le 1er janvier 2026.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>